



Tunisie : Les organisations indépendantes du pouvoir sont en danger !

Un seuil décisif a été franchi vendredi 24, avec l'annonce de la suspension pour un mois de l'Association Tunisienne des Femmes Démocrates (ATFD).

Les femmes tunisiennes sont les premières victimes de cette décision. Depuis 1989, l'ATFD a en effet joué un rôle de premier plan dans la défense des droits des femmes. Cette association combat notamment les violences et discriminations dont elles sont victimes.

Simultanément, l'ATFD a toujours eu une place décisive dans les luttes unitaires pour la défense et la promotion de l'ensemble des droits humains et des droits sociaux. Elle a notamment participé activement aux mobilisations ayant débouché en 2011 sur le renversement du régime de Ben Ali.

Lundi 27, la même mesure a été annoncée contre le Forum Tunisien pour les Droits Économiques et Sociaux (FTDES). Cette association cherche à faire entendre la voix des opprimé-es. Elle recueille pour cela des données et organise ponctuellement des mobilisations en défense des travailleur/euses agricoles, des migrant-es tunisien-nes et subsaharien-nes, des victimes de la pollution etc. Le FTDES avait notamment joué un rôle clé dans l'organisation des deux Forums sociaux mondiaux ayant eu lieu en Tunisie après la chute de Ben Ali.

La suspension de ces deux organisations concerne l'ensemble de la population. Le but de Kaïs Saïed est de remettre en cause les mécanismes de protection et de défense des droits acquis par le mouvement civique, social et féministe au fil de décennies de lutte.

Pour y parvenir, il veut démanteler tous les "corps intermédiaires", et notamment le riche tissu associatif et syndical existant en Tunisie.

L'UGTT n'est pas épargnée par cette offensive.

Cet été, le pouvoir a décidé de suspendre les négociations avec elle dans plusieurs secteurs stratégiques. Il a également décidé de mettre fin au « détachement syndical » ainsi qu'au prélèvement automatique des cotisations sur les salaires des salarié-es affilié-es à l'UGTT.

En août, le président a pris fait et cause pour le rassemblement violemment hostile à l'UGTT organisé devant le siège de cette centrale.

Sur le terrain, les droits des salarié-es et la protection des libertés syndicales sont de moins en moins respectés. Simultanément, la répression contre les militant-es ne cesse de se développer comme par exemple dans les centres d'appel Armatys et SPB.

Si l'offensive du président Kaïs Saïed n'est pas bloquée, l'existence de l'ensemble des structures indépendantes de l'Etat sera sérieusement menacée, ainsi que les droits de la population.

Pour toutes ces raisons en Tunisie, de multiples organisations associatives et syndicales exigent l'arrêt de ces mesures répressives.

L'Union syndicales Solidaires apporte son plein soutien à leur combat.